



---

Conseil de sécurité

**Briefing sur le Soudan**

New York, le 19 avril 2024

Déclaration de la Suisse

Adrian Hauri, Représentant permanent adjoint de la Suisse

---

Madame la Présidente,

Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et la Directrice des opérations d'OCHA Wosornu pour leurs exposés. Nous remercions également M. Chambas, Haut représentant de l'Union Africaine (UA) pour faire taire les armes.

Une lutte de pouvoir a conduit à un conflit brutal au Soudan qui fait rage sans relâche depuis une année. Il a engendré une catastrophe humanitaire. Il affecte les pays voisins et toute une région. Il est marqué par des violences sexuelles contre les femmes et les filles et par des attaques ethniques à grande échelle. Une année de déplacements massifs forcés, et maintenant, une famine sans précédent qui menace.

Avec l'intensification de la violence ces derniers jours à la périphérie d'El-Fasher, le dernier centre humanitaire au Darfour et refuge de centaines de milliers de personnes déplacées, les civils sont une fois de plus exposés à ce danger sans être protégés. A cet égard, la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide, nous a une nouvelle fois rappelé des risques de génocide et de crimes connexes qui y sont liés.

Permettez-moi de souligner trois messages clés :

Tout d'abord, nous réitérons notre appel urgent aux SAF et aux RSF et aux autres parties pour qu'elles fassent taire les armes. Leur lutte pour le pouvoir est une lutte contre la population civile et contre son espoir, sa détermination de vivre dans la liberté et la dignité. Les belligérants ont ignoré l'appel du Conseil de sécurité à une trêve humanitaire pour le mois du Ramadan. Ils ont ainsi passé outre une résolution contraignante du Conseil. Il est inacceptable que les civils continuent à subir les conséquences de ce conflit. Le respect du droit international humanitaire et des droits humains est une obligation, pas un choix. Un arrêt des combats reste essentiel pour répondre aux énormes besoins de protection. Nous nous félicitons de l'annonce de la reprise des pourparlers de Djeddah dans les semaines à venir. Nous avons besoin de toute l'influence diplomatique possible pour ramener les parties à la table des négociations, mettre fin aux actions extérieures susceptibles de prolonger le conflit et faire respecter l'embargo sur les armes.

Mon deuxième message concerne la situation humanitaire, déjà l'une des pires au monde, qui ne cesse de s'aggraver. La conférence internationale qui s'est tenue à Paris cette semaine a permis de mobiliser plus de 2 milliards de dollars. La Suisse salue cet effort pour recentrer l'attention de la communauté internationale et prendre des engagements urgents. Elle s'est engagée à hauteur de 21 millions de dollars supplémentaires pour 2024, qui contribueront également au plan de réponse à la prévention de la famine – mentionné par Mme Wosornu – lancé la semaine dernière.

Mais l'argent seul n'est pas suffisant. L'aide humanitaire est délibérément retenue et l'accès refusé, laissant des millions de personnes vulnérables au bord de la famine. Il incombe aux parties de permettre de toute urgence un accès humanitaire rapide, sûr et sans entrave à travers les frontières et les lignes de front, conformément à la résolution 2724. La protection du personnel humanitaire, y compris des organisations et volontaires locaux, doit également être assurée.

Mon dernier point concerne la recherche d'une solution négociée et durable à ce conflit. Un effort concerté est nécessaire pour un processus politique crédible et inclusif, comme demandé dans le communiqué du Conseil de paix et de sécurité de l'UA hier. Dans ce cadre, nous saluons les efforts des actrices et acteurs civils pour rassembler des voix diverses, représentatives de l'ensemble de la population, afin de fixer des objectifs communs pour l'avenir du pays. Afin de renforcer l'action commune, nous devons également veiller à rendre complémentaires les initiatives diplomatiques des acteurs régionaux et internationaux dans la recherche d'une solution pacifique. Nous soutenons pleinement l'Envoyé personnel dans ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif.

Madame la Présidente,

Après une année de violence et de dévastation, il est grand temps de mettre fin à cette guerre. Nous réitérons qu'en tant que membres du Conseil, nous devons assumer nos responsabilités en ce sens.

Je vous remercie.

---

*Unofficial Translation*

Madame President,

I would like to thank Under Secretary-General DiCarlo and OCHA Director of Operations Wosornu for their briefings. We would also like to thank Mr Chambas, High Representative of the African Union (AU) for Silencing the Guns.

A power struggle has led to a brutal conflict in Sudan that has raged unabated for a year. It has created a humanitarian catastrophe which also affects neighbouring countries and the broader region. The conflict is marked by sexual violence against women and girls and large-scale ethnic attacks. We witnessed a year of mass forced displacement, and now an unprecedented famine is looming.

With the intensification of violence in recent days on the outskirts of El-Fasher - the last humanitarian centre in Darfur and refuge for hundreds of thousands of displaced people - civilians are once again put in danger without any protection. Against this background, the Secretary-General's Special Adviser on the Prevention of Genocide, once again reminded us of the risks of genocide and related crimes.

Let me highlight three key messages:

First of all, we reiterate our urgent appeal to the SAF and RSF and to the other parties to silence the guns. Their struggle for power is a struggle against the civilian population and against their hope and determination to live in freedom and dignity. The belligerents have ignored the Security Council's call for a humanitarian truce for the month of Ramadan. In doing so, they have ignored a binding Security Council resolution. It is unacceptable that civilians continue to suffer the consequences of this conflict. Respect for international humanitarian law and human rights is an obligation, not a choice. A halt to the fighting remains essential to meet the enormous protection needs. We welcome the announcement that the Jeddah talks will resume in the coming weeks. We need all the diplomatic leverage we can muster to bring the parties back to the negotiating table, put an end to external actions likely to prolong the conflict, and uphold the arms embargo.

My second message concerns the humanitarian situation, which is already one of the worst in the world, and is deteriorating ever further. The international conference held in Paris this week raised more than 2 billion dollars. Switzerland welcomes this effort to refocus the international community's attention and make urgent commitments. It has pledged an additional 21 million dollars for 2024, which will also contribute to the Famine Prevention Response Plan – mentioned by Mrs Wosornu – launched last week.

But money alone is not enough. Humanitarian aid is being deliberately withheld and access denied, leaving millions of vulnerable people on the brink of starvation. The parties have an urgent responsibility to allow rapid, safe and unhindered humanitarian access across borders and frontlines, in accordance with resolution 2724. The protection of humanitarian personnel, including local organisations and volunteers, must also be ensured.

My final point addresses the search for a negotiated and lasting solution to this conflict. A concerted effort is needed for a credible and inclusive political process, as called for in yesterday's communiqué issued by the AU Peace and Security Council. In this context, we welcome the efforts of civilian actors to bring together diverse voices, representative of the whole population, to set common objectives for the future of the country. In order to strengthen joint action, we must also ensure that the diplomatic initiatives of regional and international players complement each other in the search for a peaceful solution. We fully support the Personal Envoy in his efforts to facilitate the achievement of this objective.

Madam President,

After a year of violence and devastation, it is high time to put an end to this war. We reiterate that, as members of this Council, we must assume our responsibilities to this end.

Thank you.